

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
34 avenue Maunoury
BP 60723
41007 BLOIS CEDEX

Blois, le 29/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EG METAUX

Les Combes
41300 Salbris

Code AIOT : 0010004970

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/09/2023 dans l'établissement EG METAUX (ex RM ENVIRONNEMENT) implanté ZA Nord Les Combes 41300 Salbris. L'inspection a été annoncée le 09/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/08/2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EG METAUX
- ZA Nord Les Combes 41300 Salbris
- Code AIOT : 0010004970
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EG METAUX exploite des installations de tri, transit et regroupement de déchets non-

dangereux de métaux et d'un centre de dépollution de véhicules hors d'usage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/08/2022.
- Contrôle par sondage des déchets dangereux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration	Arrêté Préfectoral du 29/12/2020, article article 4.5.1	/	Sans objet
6	Liste des installations classées de l'établissement.	AP Complémentaire du 03/04/2023, article 1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Impacts sur le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 29/12/2020, article article 2.1.2	APMED 08/08/2022	Sans objet
2	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 29/12/2020, article article 4.2.1.2	APMED 08/08/2022	Sans objet
3	Localisation des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 29/12/2020, article article 4.3.5	APMED 08/08/2022	Sans objet
5	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 29/12/2020, article article 7.5.2	APMED 08/08/2022	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/08/2022 est respecté.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Impacts sur le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2020, article article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Impacts sur le milieu naturel
Prescription contrôlée : De manière à protéger les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, l'exploitant prend les dispositions suivantes : - plateforme imperméabilisée, - eaux pluviales dirigées vers un système de traitement avant rejet vers un bassin de rétention/régulation de 200 m ³ avant évacuation vers le milieu naturel ;
Constats : Conforme.
Observations : Suite aux travaux de mise en conformité réalisés sur le site, les eaux pluviales sont désormais dirigées vers un système de traitement avant rejet vers un bassin de rétention/régulation de 200 m ³ avant évacuation vers le milieu naturel. L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/08/2022 est respecté sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2020, article article 4.2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)• les secteurs collectés et les réseaux associés• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute

nature (interne ou au milieu).
Constats : Conforme
Observations : L'exploitant a présenté le plan des réseaux mis à jour à l'issue des travaux de mise en conformité du site. Le plan comporte les ouvrages, le bassin de régulation, les séparateurs d'hydrocarbures... Il y a désormais un seul point de rejet des eaux pluviales.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Localisation des points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2020, article article 4.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Points de rejets n°1 et n°2
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes : Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté N° 1 Nature des effluents : Eaux pluviales de ruissellement sur les aires imperméabilisées Exutoire du rejet : Bassin de rétention/régulation du site puis fossé communal Traitement avant rejet : Séparateur d'hydrocarbures, en aval du bassin de rétention, Coordonnées Lambert : X : 627949 – Y:6705540 Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective : Milieu naturel Conditions de raccordement : Autorisation de raccordement Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté N° 2 Nature des effluents : Eaux usées domestiques Exutoire du rejet : Réseau eaux usées communal Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective : Station de traitement de la commune Coordonnées Lambert : X:627926 – Y:6705426 Conditions de raccordement : Autorisation de raccordement
Constats : Conforme
Observations : Suite aux travaux de mise en conformité réalisés sur le site, les eaux pluviales sont désormais dirigées vers un système de traitement avant rejet vers un bassin de rétention/régulation de 200 m ³ avant évacuation vers le milieu naturel. Il n'y a plus qu'un seul point de rejet pour les eaux pluviales. L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/08/2022 est respecté sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2020, article article 4.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans le milieu naturel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le bassin de rétention/régulation de 200 m³ est dimensionné sur une base décennale d'une hauteur de pluie journalière. Le bassin de rétention a la capacité de stocker cet épisode pluvieux pendant environ 3 heures en cas de défaillance de la pompe de relevage. L'exploitant doit confiner les eaux pluviales sur le site en cas de débordement du bassin.</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires et après leur épuration, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies sans préjudice des valeurs limites d'émission en termes de flux et de concentration définies dans la convention de rejet avec la commune de Salbris.</p> <p>Référence du rejet vers le milieu récepteur : N °1 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)</p> <p>Concentration moyenne journalière (mg/l)</p> <p>MEST : 35</p> <p>DCO : 125</p> <p>DBO5 : 30</p> <p>Indice phénol : 0,3</p> <p>Arsenic et composés (en As) : 0,1</p> <p>Chrome hexavalent : 0,1</p> <p>Plomb et composés (en Pb) : 0,5</p> <p>Métaux totaux : 15</p> <p>Cyanures libres : 0,1</p> <p>Hydrocarbures totaux : 5</p> <p>AOX : 5</p> <p>HAP : 0,25</p> <p>NB : Les valeurs instantanées ne peuvent dépasser le double de cette limite.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les VLE pour les rejets des eaux pluviales ne sont pas respectées pour certains paramètres.</p>
<p>Observations : Les résultats d'analyses relatifs au prélèvement inopiné réalisé par le laboratoire LEA le 25/11/2022 montrent que les VLE ne sont pas respectées pour les MES, la DCO, la DBO5 et les HCT. Suite à la mise en conformité du site il n'y a plus qu'un seul point de rejet. Un nouveau contrôle inopiné des rejets sera réalisé dès que possible par temps de pluie.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2020, article article 7.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions et confinement
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un dispositif de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 200 m3 avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par l'article traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage, ... est collecté dans ce même bassin de confinement . Il est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.
Constats : Conforme.
Observations : Suite aux travaux de mise en conformité réalisés sur le site, les eaux pluviales sont désormais dirigées vers un système de traitement avant rejet vers un bassin de rétention/régulation de 200 m ³ avant évacuation vers le milieu naturel. Le bassin est isolé en cas d'incendie par le biais d'une vanne guillotine manuelle et par l'arrêt de la pompe de relevage. Le test de fermeture de la vanne s'est révélé satisfaisant. Une procédure interne en cas d'incendie a été rédigée et affichée à l'entrée des bureaux. La vanne et le bouton d'arrêt de la pompe de relevage doivent être clairement signalés par un panneau. L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/08/2022 est respecté sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Liste des installations classées de l'établissement.

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/04/2023, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques 2710.1 a et 2718.1
Prescription contrôlée : 2710.1 a : 10 tonnes de batteries max 2718.1 : 5 tonnes de batteries max Voir registre et livret de police pour les déchets dangereux. Voir stockage de pots catalytiques cf nombre de VHU.
Constats : Le tonnage des batteries autorisé à 15 tonnes max est dépassé (20 tonnes environ). Une dizaine de pots catalytique provenant de particuliers était présent sur le site sans autorisation.

Observations : L'inspection a pu constater la présence de 21 bacs d'environ 800 kg chacun contenant des batteries usagées. Le tonnage estimé par l'exploitant est d'environ 20 tonnes soit supérieur au tonnage de 15 tonnes autorisé. Il a indiqué que les batteries auraient dû être évacuées cette semaine mais le transporteur a reporté l'expédition à la semaine prochaine. Concernant les pots catalytiques, il a indiqué qu'ils provenaient d'apports de particuliers. L'inspection a pu constater par sondage que les apports sont bien enregistrés dans le livret de police (une dizaine par mois environ). Les pots sont ensuite dirigés vers la société HENSEL (département 21) pour traitement. L'exploitant a présenté le BSD-20230710-K1YVRSHWH relatif à l'expédition de 180 kg de pots le 10/07/2023.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet